



**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT  
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES  
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

**1 PRÉSENTATION**

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes, directives et recommandations sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales dans le but d'améliorer leur situation sanitaire, zoonositaire et phytosanitaire et leur capacité à obtenir et à maintenir un accès aux marchés. Ce faisant, il contribue à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement dans les pays en développement. Le STDF aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources supplémentaires, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace la coopération technique dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF est un partenariat global établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.<sup>2</sup>

1.3. Ce document donne un aperçu des activités menées par le STDF à l'appui de son programme de travail depuis la dernière réunion du Comité SPS, tenue en octobre 2012, ainsi que des renseignements sur les travaux prévus. Il donne aussi un aperçu des projets en cours du STDF et des dons pour l'élaboration de projets.

1.4. Les Membres qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la coopération technique liée aux questions SPS sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/ContactUs.htm>). Le STDF publie régulièrement un bulletin d'information électronique qui donne un aperçu des principaux faits nouveaux dans le domaine du renforcement des capacités SPS, y compris les activités du STDF et de ses partenaires.

**2 ACTIVITÉS DE COORDINATION ET DE DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS**

**2.1 Analyse décisionnelle multicritères (ADM)**

2.1. Le STDF a poursuivi ses travaux consacrés à la mise en œuvre de l'analyse décisionnelle multicritères (ADM) pour éclairer la prise de décisions sur le renforcement des capacités et

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Des renseignements plus détaillés sur le STDF et ses activités, y compris sur ses projets et sur les dons pour l'élaboration de projets, sont disponibles sur son site Web à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org>.

l'allocation des ressources dans le domaine SPS. L'ADM a pour but d'améliorer l'efficacité des décisions concernant l'allocation des ressources des secteurs public et privé et/ou fournies par les donateurs qui sont destinées au renforcement des capacités SPS. En tant que tel, cet outil aide: i) à accroître l'efficacité économique des décisions en matière d'allocation des ressources dans le domaine SPS afin que les ressources, peu abondantes, soient allouées de la façon qui répondra le mieux aux objectifs nationaux de développement économique, de réduction de la pauvreté, de santé publique et/ou autres; ii) à faire des choix plus transparents et plus responsables entre diverses options d'investissement; et iii) à faciliter le dialogue et la coordination entre les parties prenantes des secteurs public et privé intéressées par les questions SPS et à encourager des processus de prise de décisions plus inclusifs.

2.2. En novembre 2012, le STDF a organisé avec succès, à Bangkok (Thaïlande), un atelier régional à l'intention de certains fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur des domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux et/ou de la préservation des végétaux et du commerce de la région Asie-Pacifique. Cet atelier avait pour objectifs d'exposer la démarche adoptée dans le cadre de l'ADM, de présenter l'expérience pratique de l'ADM faite par certains pays (dont le Viet Nam, en 2012, avec l'aide du STDF), et de doter des experts du domaine SPS de la région Asie-Pacifique des connaissances et des compétences nécessaires pour suivre cette démarche. Au total, l'atelier a attiré 40 participants de 18 pays/territoires.

2.3. Les 24 et 25 juin 2013, le STDF organisera à Genève un atelier sur l'ADM, dont les objectifs seront les suivants: i) examiner les travaux consacrés à ce jour à l'utilisation de l'ADM pour établir un ordre de priorité entre les options de renforcement des capacités SPS dans un certain nombre de pays en développement; ii) étudier les moyens possibles d'améliorer et de perfectionner l'outil ADM et son application pratique; et iii) formuler des recommandations pour orienter les travaux futurs concernant l'ADM. Le secrétariat du STDF a déjà choisi les participants à cet atelier. Des renseignements complémentaires sur l'outil ADM, y compris sur les activités et publications précédentes du STDF, sont disponibles sur le site Web du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/TAEcoAnalysis.htm>).

## 2.2 Questions SPS et facilitation des échanges

2.4. En collaboration avec ses partenaires, le STDF a entrepris des travaux afin d'étudier les liens entre questions SPS et facilitation des échanges. Il s'agit d'analyser la mise en œuvre des mesures SPS dans le contexte de la facilitation des échanges, définie comme la simplification, l'harmonisation, la normalisation et la modernisation des procédures commerciales (Grainger, 2008). Les objectifs visés en particulier seront les suivants: i) faire mieux connaître les synergies entre la mise en œuvre des mesures SPS et la facilitation des échanges; ii) identifier les besoins, possibilités et bonnes pratiques essentiels pour améliorer la mise en œuvre des mesures SPS d'une manière qui assure le niveau approprié de protection sanitaire tout en réduisant au minimum les coûts des transactions commerciales; et iii) formuler des recommandations pour renforcer les travaux et la coopération technique qui seront consacrés, dans l'avenir, aux questions SPS et à la facilitation des échanges.

2.5. Ces travaux comprendront notamment des activités de recherche au niveau régional, dans certains pays et sous-régions d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie, consistant à examiner et à analyser la mise en œuvre des mesures, procédures et procédés SPS dans le contexte de la facilitation des échanges. Sur la base des résultats de ces recherches, le secrétariat du STDF publiera, en coopération avec les organisations qui y auront participé, une étude de synthèse et une note d'information du STDF récapitulant en deux pages les principaux enseignements et conclusions.

2.6. Les Membres sont encouragés à communiquer des renseignements au secrétariat du STDF sur leurs expériences dans le domaine des questions SPS et de la facilitation des échanges (STDFSecretariat@wto.org).

## 2.3 Bibliothèque virtuelle du STDF

2.7. En novembre 2012, le STDF a lancé la bibliothèque virtuelle, base centrale contenant des documents électroniques sur le renforcement des capacités SPS. Le système contient environ 800 documents accessibles au public, y compris des rapports et évaluations de projets, des

évaluations des capacités, des matériels de formation, des travaux de recherche, des articles, etc., de sources et d'éditeurs divers. Les renseignements sont disponibles en anglais, en français et/ou en espagnol, selon le cas. Cette bibliothèque virtuelle permet au secrétariat du STDF: i) de mieux gérer un grand nombre de documents; ii) d'informer et d'aider les bénéficiaires, les organisations internationales et d'autres parties prenantes pour ce qui est d'élaborer et de mettre en œuvre des initiatives de renforcement des capacités SPS; et iii) de faciliter la diffusion des données d'expérience et des bonnes pratiques pertinentes. La bibliothèque est accessible depuis le site Web du STDF ou à l'adresse suivante: <http://www.stdfvirtuallibrary.org>.

2.8. Les Membres sont encouragés à communiquer au secrétariat du STDF ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)) des documents sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS, afin qu'ils soient éventuellement inclus dans la bibliothèque virtuelle.

#### **2.4 Étude des effets de la coopération technique dans le domaine SPS axée sur les exportations sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires au niveau national**

2.9. En étroite collaboration avec la FAO et l'OMS, le STDF s'apprête à commander une étude des répercussions des projets et programmes de coopération technique dans le domaine SPS axés sur l'exportation sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires au niveau national. L'objectif est de tirer des enseignements importants pour améliorer, dans l'avenir, la conception et la mise en œuvre de la coopération technique dans le domaine SPS. Cette étude se fondera principalement sur l'examen de certains projets et programmes d'assistance technique (dont des projets pertinents du STDF) et consistera en des recherches documentaires, des questionnaires et des entretiens directs.

2.10. Les Membres sont encouragés à communiquer au secrétariat du STDF ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)) des renseignements concernant des projets et programmes en rapport avec ce sujet.

#### **2.5 Commerce international et espèces exotiques envahissantes**

2.11. En juillet 2012, le STDF, en collaboration avec le secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), a organisé un séminaire sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes à Genève. Le STDF met actuellement la dernière main à une étude documentaire qu'il publiera prochainement et qui a été réalisée pour ce séminaire et présentée à cette occasion. Les principaux objectifs de cette étude sont les suivants: i) favoriser une conception commune des notions et principes utilisés dans la Convention sur la diversité biologique (CDB), l'Accord SPS et les instruments connexes en ce qui concerne les espèces exotiques envahissantes dans le contexte du commerce international; et ii) mettre en relief la manière dont des systèmes SPS efficaces peuvent contribuer à protéger contre la pénétration d'espèces nuisibles, y compris de ravageurs, de maladies et d'autres espèces exotiques envahissantes. Ce faisant, il s'agit de favoriser une collaboration accrue et meilleure entre les "communautés" SPS et CDB aux niveaux régional et national. Des renseignements complémentaires sur le séminaire, y compris des exposés, une note d'information du STDF présentant les constatations et conclusions, ainsi que d'autres documents pertinents, sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAIAS.htm>.

### **3 ÉLABORATION DES PROJETS**

3.1. Le STDF agit généralement en tant que service d'assistance pour l'élaboration de projets dans le domaine SPS et finance des dons pour l'élaboration de projets (DEP) pour aider les bénéficiaires à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projets techniquement solides et durables. Des DEP limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions quant à leurs coûts et avantages escomptés; et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financés par le STDF ou d'autres donateurs.

3.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 53 DEP au total. Il est prévu que le Groupe de travail du STDF approuve d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, les 18 et 19 mars.

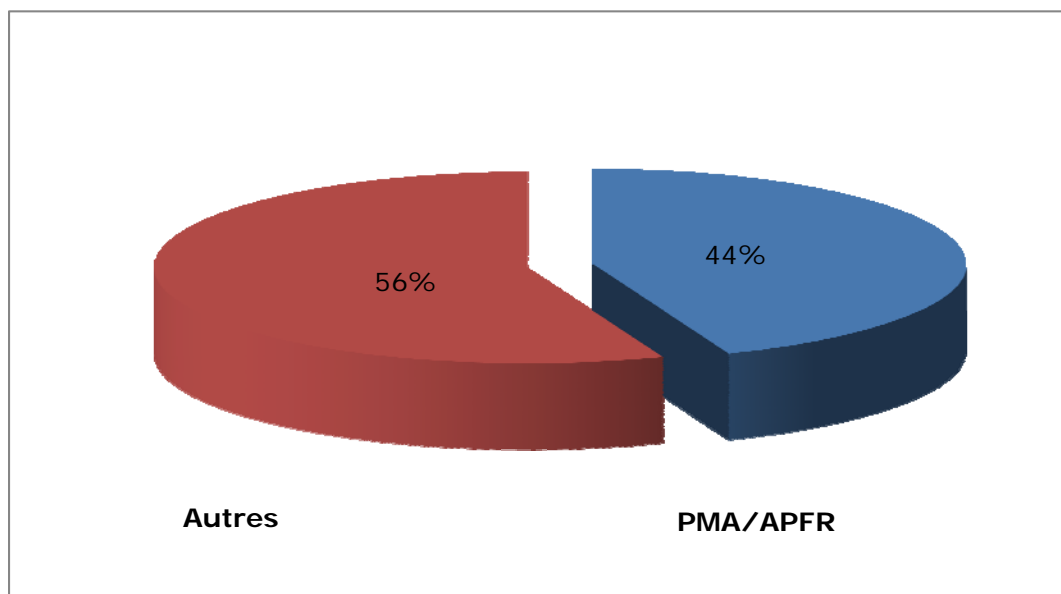
#### 4 FINANCEMENT DES PROJETS

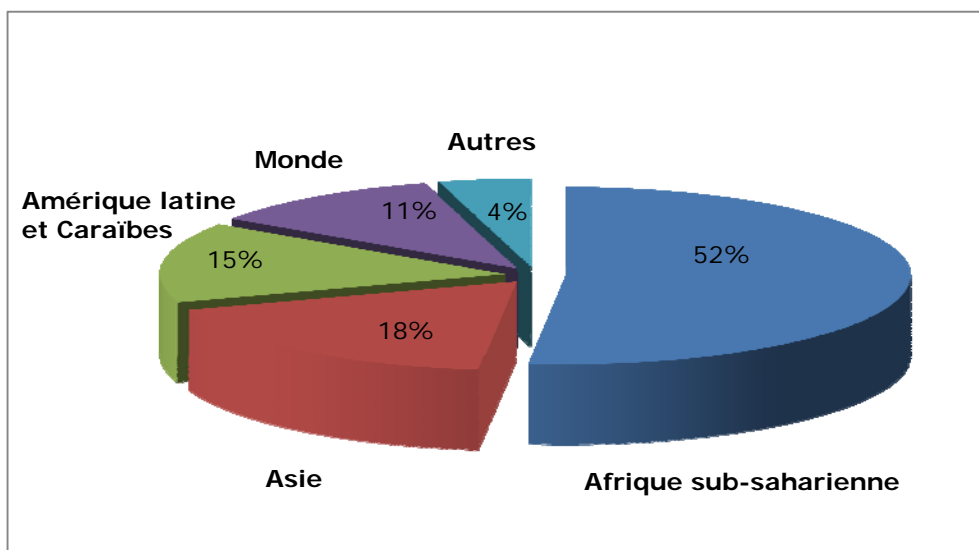
4.1. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes.

4.2. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de 63 projets au total. Il est prévu que le Groupe de travail du STDF approuve le financement d'autres projets à sa prochaine réunion, les 18 et 19 mars.

4.3. On trouvera en annexe un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 44% de ses ressources destinées aux projets et aux DEP aux pays les moins avancés (PMA) et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Le STDF continue donc d'atteindre son objectif, qui est de consacrer au moins 40% de ses ressources destinées aux projets et aux DEP aux PMA et aux APFR. La figure 2 montre que 52% du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 18% à l'Asie et 15% à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 11% des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

**Figure1: Projets du STDF et DEP (\$EU)**



**Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)**

4.4. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le 19 juillet 2013.

Étapes qu'il est recommandé de suivre pour demander au STDF des dons pour la réalisation ou l'élaboration de projets:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGPpgStat.htm>; et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGProStat.htm>, pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: [http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote\\_fr.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote_fr.pdf).
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: ([STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org)), pour obtenir en retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de demande, disponible à l'adresse suivante: (<http://www.standardsfacility.org/fr/FDAppForms.htm>), et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

## ANNEXE

### STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN COURS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF<sup>1</sup>

#### STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ Personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/172	Augmentation des exportations de graines de sésame et de noix/beurre de karité grâce au renforcement des capacités SPS dans le secteur privé et le secteur public	Identifier les points et les facteurs critiques dans la filière de production de karité nigériane et élaborer des modèles prédictifs concernant la production d'aflatoxine, la croissance fongique, les résidus de pesticides et les autres contaminants	Nigéria	Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC)	10 décembre 2009	1 <sup>er</sup> octobre 2010	30 septembre 2013	364 240
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche	Comores	PNUD	30 mars 2012	17 février 2012	16 septembre 2015	1 033 673
STDF/PG/284	Renforcement du Comité SPS national du Honduras	Renforcer le Comité SPS national du Honduras, appuyer davantage la mise en œuvre du programme d'action nationale dans le domaine SPS (élaboré par le Comité) et consolider et développer les capacités institutionnelles dans le domaine SPS	Honduras	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> juillet 2010	28 février 2013	257 580

<sup>1</sup> Les projets et dons pour l'élaboration de projets dont les dates de démarrage et d'achèvement sont à déterminer n'ont pas encore fait l'objet d'une passation de contrat.

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ Personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/298	Programme de renforcement des capacités en Afrique pour atténuer les effets nocifs des résidus de pesticides et d'autres substances nuisibles dans le cacao et pour maintenir l'accès aux marchés	Renforcer les capacités SPS en Afrique pour produire du cacao de qualité conforme aux règlements internationaux relatifs aux résidus de pesticides et autres substances dangereuses	Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Togo	Organisation internationale du cacao (OIC)	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2011	31 décembre 2013	593 460
STDF/PG/300	Développement d'un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires	Développer un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires afin de contribuer à améliorer l'infrastructure qualité dans les pays en développement	Ghana	Université de Cape Coast (UCC)	10 décembre 2009	1 <sup>er</sup> décembre 2010	30 novembre 2013	262 246
STDF/PG/302	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et par là même les exportations vers la sous-région en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex	Sénégal	Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN) du Sénégal	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2014	577 142
STDF/PG/318	Programme national de suivi et de gestion intégrale des contaminants dans les produits d'exportation	Mettre en place un programme complet pour le contrôle des résidus de pesticides et des mycotoxines et mettre ce programme en œuvre pour deux produits exportables pilotes	Équateur	IICA	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> décembre 2010	31 mai 2013	400 455

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ Personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/319	Renforcement de l'unité colombienne d'évaluation des risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Élaborer les procédures de fonctionnement de l'unité, établir son programme de travail et créer un réseau d'évaluateurs du risque chargés de procéder à l'analyse des risques futurs	Colombie	IICA	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> février 2011	31 juillet 2013	401 500
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base	Bangladesh	FAO	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> avril 2012	21 mars 2014	568 750
STDF/PG/326	Partenariat de l'Asie du Sud-Est pour le renforcement des capacités commerciales concernant les produits à base de fruits et légumes frais et transformés	Élaborer une plate-forme d'enseignement et de formation axée sur les compétences pour certaines chaînes de valeur et dispenser une formation personnalisée associant l'enseignement face-à-face et l'apprentissage en ligne	Thaïlande, Viet Nam	Université de l'État du Michigan	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2011	30 juin 2013	581 665
STDF/PG/328	Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est	Élaborer et tester de nouveaux outils d'aide à la prise des décisions privilégiant l'approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est (appui à la mise en œuvre de la NIMP n° 14)	Asie du Sud-Est	CABI Asie du Sud-Est	28 mars 2011	11 juillet 2011	10 juillet 2014	600 000



Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ Personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/329	Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des partenariats public-privé	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité à accéder à de nouveaux marchés	Népal	FAO	27 juin 2011	7 juin 2012	6 juin 2014	412 629
STDF/PG/335	Renforcement des capacités de contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Renforcer la surveillance des ravageurs et les capacités de diagnostic pour permettre une meilleure compréhension de la répartition des ravageurs et faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte efficaces	Ouganda	CABI Afrique	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2012	30 septembre 2014	348 632
STDF/PG/336	Renforcement de la lutte contre les maladies animales transfrontalières au Cameroun	Renforcer les capacités institutionnelles et renforcer la capacité des services vétérinaires décentralisés – principalement ceux qui s'occupent du système de surveillance	Cameroun	FAO	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> juin 2012	31 mai 2014	510 788
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus de génération de données fiables sur les LMR pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés	États membres de l'ASEAN	Secrétariat de l'ASEAN	21 octobre 2011	1 <sup>er</sup> décembre 2012	30 novembre 2015	607 000
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation	Sri Lanka	ONUUDI	21 octobre 2011	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2014	630 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ Personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique	Amérique centrale	IICA	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2015	905 225
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP)	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie et Soudan	Secrétariat de la CIPV	28 mars 2011	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2014	600 000
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes sri-lankais	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé à se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé	Sri Lanka	Centre du commerce international	30 mars 2012	À déterminer	À déterminer	466 550
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales	Amérique centrale	OIRSA	30 mars 2012	À déterminer	À déterminer	488 330

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/ Personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/359	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique: renforcement des capacités régionales à respecter les prescriptions à l'exportation concernant les pesticides fondées sur les normes internationales	Renforcer les capacités régionales en ce qui concerne la génération et le suivi de données sur les résidus de pesticides pour établir des normes internationales en matière de résidus de pesticides, les appliquer et s'y conformer	Ghana, Kenya, Ouganda et Tanzanie	AU-IBAR	11 octobre 2012	À déterminer	À déterminer	446 150
STDF/PG/381	CocoaSafe: renforcement des capacités et partage des connaissances dans le domaine SPS pour le secteur du cacao en Asie du Sud-Est	Maintenir et accroître l'accès aux marchés des exportations de cacao en améliorant les pratiques le long de la chaîne d'approvisionnement pour respecter les normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Indonésie, Malaisie et Papouasie-Nouvelle-Guinée	Organisation internationale du cacao (OIC)	11 octobre 2012	À déterminer	À déterminer	593 204
STDF/PG/401	Formation de facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires	Faire en sorte que les pays en développement soient plus aptes à utiliser l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires pour évaluer leurs propres capacités, identifier les lacunes et planifier leurs programmes phytosanitaires et de développement nationaux	Pays en développement	Comité de la CIPV chargé du renforcement des capacités (CDC)	11 octobre 2012	À déterminer	À déterminer	625 148

## STADE DE MISE EN ŒUVRE DES DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP) QUI ONT ÉTÉ APPROUVÉS

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/Personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/346-347-348	Étude de faisabilité sur le concept de laissez-passer vert du COMESA	Réaliser une étude de faisabilité en vue de clarifier le concept de laissez-passer vert et d'examiner les questions juridiques et techniques ainsi que la viabilité économique et commerciale	COMESA	À déterminer	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> janvier 2012	À approuver	90 000
STDF/PPG/370	Renforcement du laboratoire d'analyse de l'autorité compétente des Îles Salomon pour le poisson et d'autres produits agricoles susceptibles d'être exportés	Élaborer un projet qui permette de faire face aux contraintes SPS concernant certains produits de la pêche et produits agricoles et de répondre aux besoins en matière de capacités non satisfaits du Laboratoire national de santé publique	Îles Salomon	À déterminer	30 mars 2012	À déterminer	À déterminer	29 900
STDF/PPG/377	Évaluation complète et élaboration d'une proposition de projet visant à renforcer le système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux	Gambie	CIPV	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> février 2013	31 juillet 2013	50 000
STDF/PPG/400	Renforcement des capacités en matière de gestion et de surveillance de la teneur en aflatoxine des arachides au Malawi	Élaborer une proposition de programme national pour remédier à la contamination des arachides par l'aflatoxine au Malawi	Malawi	Luz Diaz et Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT)	11 octobre 2012	25 février 2013	24 août 2013	46 265